



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Plogoff, Brennilis, l'île Longue

Bernard Poignant est maire de Quimper depuis mars 2008. Il préside également la communauté d'agglomération de Quimper et le Pays de Cornouaille. Son engagement européen l'a incité à intégrer le Mouvement Européen-France ; il a été désigné membre du bureau.

Le 9 avril 1981, François Mitterrand est à Brest. C'est son meeting de la pointe de la Bretagne. Tout le monde est suspendu à sa déclaration sur le projet de centrale nucléaire de Plogoff, à deux pas de la Pointe du Raz. Un dîner est organisé auparavant à la mairie de Brest. Le maire de Plogoff, Jean-Marie Kerloch, est présent et s'efforce de convaincre à sa cause le candidat, possible Président un mois plus tard. Rien n'est sûr pourtant. Les sondages ne qualifient pas François Mitterrand automatiquement pour le second tour. Giscard d'Estaing en ce début avril est crédité de 27,5% des suffrages. Mitterrand et Chirac sont au coude à coude à 21,5%. Le premier terminera à 25,8%, le second à 18%. L'espoir est cependant chevillé au cœur de la Gauche. Les milliers de personnes attendent le candidat socialiste. Ils sont suspendus au sort qu'il réserve au projet de centrale nucléaire à Plogoff. D'autant que le Finistère accueille déjà une centrale nucléaire à Brennilis. Il n'esquive pas le sujet. D'entrée de jeu, il déclare sous un tonnerre d'applaudissements : "Plogoff ne fera pas partie de mon programme nucléaire". Le public est satisfait mais a-t-il mesuré qu'il approuvait ainsi ce programme nucléaire. C'est un grand tort de n'écouter que ce qui vous plait dans les propos des candidats aux élections !

Trente ans plus tard, en novembre 2011, François Hollande pourrait déclarer de la même façon : "Fessenheim ne fera plus partie de mon programme nucléaire". Car il faut savoir lire avec précision l'accord passé entre les socialistes et les écologistes. Il est simple : Flamanville sera terminé ; Penly ne sera pas commencé. Voilà pour l'EPR. Il n'est pas question de sortir du nucléaire par principe, par idéologie diront certains, mais de sortir du tout nucléaire par lucidité. Plusieurs réacteurs seront abandonnés, puis démantelés. Aucun ne sera engagé entre 2012 et 2017.

Aujourd'hui, 75% de notre électricité provient de l'énergie nucléaire. Cette part sera ramenée à 50% à l'horizon 2025. La recherche sur les déchets sera accentuée. Le projet ITER sur la fusion nucléaire sera poursuivi. L'affaire du MOX a occupé les médias à propos d'un paragraphe introduit, puis retiré, puis réintroduit. Sans être ingénieur en physique



nucléaire, il apparaît logique d'avoir moins de MOX s'il y a moins de centrales. Qu'AREVA ait attiré l'attention de François Hollande sur ce point ne paraît ni dramatique, ni scandaleux. Quand AREVA intervient, c'est une pression inadmissible, quand Greenpeace s'en mêle c'est une aide positive à la décision. Le prétendu vice du premier ne fait pas la vertu supposée du second.

Chacun sait que les écologistes et les socialistes n'ont pas le même point de vue sur l'énergie nucléaire. Celle-ci est d'ailleurs utilisée à des fins médicales et personne ne trouve à redire. La France dispose aussi d'une force de dissuasion nucléaire stratégique et les écologistes ne se sont pas attardés sur le sujet. Comme quoi, il faut savoir relativiser les choses ! Et pourtant cette force est installée dans le Finistère, à l'Île Longue, dans la presqu'île de Crozon.

Qui au total défend le mieux l'intérêt national ? Les écologistes qui veulent fermer les centrales nucléaires le plus rapidement possible, tout en refusant de construire des centrales thermiques, et parfois en s'opposant aux centrales éoliennes ? Les sarkozystes qui ne veulent rien changer, maintenir à 75% et même augmenter la production d'électricité d'origine nucléaire ? La position de François Hollande est juste, plus réaliste, plus efficace. Ce n'est pas rien de nucléaire comme les premiers, tout en nucléaire pour les seconds, mais moins de nucléaire progressivement.

Il y a en effet des impératifs à prendre en compte : on ne peut pas tenir un discours sur la réindustrialisation du pays et prendre le risque de diminuer sa puissance électrique. On ne peut pas tenir un second discours sur le pouvoir d'achat des ménages et prendre le risque d'une augmentation vertigineuse du prix de l'électricité qui de toute façon ne baissera pas.

Nicolas Sarkozy et l'UMP évoquent l'indépendance du pays. C'est vrai que la France n'a ni pétrole, ni gaz et les mines de charbon sont épuisées. Mais elle n'a pas non plus d'uranium. C'est un minerai qu'il faut acheter à l'étranger et lui aussi est très sollicité par tous les pays qui ont des projets de centrales nucléaires. AREVA s'en souvient car la prise d'otages de ses personnels au Niger n'est pas étrangère aux contrats qu'elle a passé pour exploiter les mines d'uranium de ce pays. Il vaut donc mieux diversifier au maximum nos sources de production électrique, d'autant que celle-ci n'est pas stockable.

Le candidat sortant a déclaré à Tricastin le vendredi 25 novembre que cette politique énergétique nous ramenait au Moyen Âge et nous obligerait à rallumer des bougies. Invitons-le à méditer cette phrase de Talleyrand : "Tout ce qui est excessif est insignifiant".